



Pour une Gauche Alternative

la feuille du Réseau Coopératif de Gauche Alternative

14 mai 2026 – N°18

L'édito

Passer à l'offensive face aux licenciements !

Depuis plusieurs mois, fermetures d'entreprise et plans de licenciement se multiplient : Seb vient d'annoncer la suppression de 2100 postes dans le monde (sur 31 000 salarié-es) dont 500 en France alors que les résultats de l'entreprise sont plutôt bons. ArcelorMittal annonçait il y a un an la suppression de 608 postes en France mais au même moment l'entreprise reversait 1,3 milliards de dividendes à ses actionnaires, après avoir touché plus de 300 millions d'aides publiques. Depuis 2024, la CGT a recensé plus de 500 plans sociaux qui ont impacté ou supprimé plus de 100 000 emplois directs. La saignée semble sans fin. L'État ayant abandonné toute politique industrielle, laisse globalement faire, privilégiant une politique de l'offre faite de rigueur salariale et sociale et de mesures d'austérité budgétaire reposant sur les ménages les plus fragiles. Alors que les entreprises françaises reçoivent tous les ans 211 milliards d'euros d'aides et d'allègements divers, la population est en droit de leur demander des comptes.

Constat 1 : Les luttes des salarié-es pour s'opposer aux fermetures d'entreprises et aux plans de licenciement sont nombreuses. Leur but : arracher des concessions et « limiter la casse ». Elles prennent de plus en plus souvent des tournures plus offensives à l'image des salarié-es de Brandt ou de Vencorex qui ont récemment proposé la reprise en SCOP de leurs entreprises, deux propositions rejetées par les tribunaux de commerce qui privilégient de plus en plus les critères financiers plutôt que les critères industriels..

Une possible avancée : La proposition de loi déposée par le député LFI, Matthias Tavel, à l'Assemblée Nationale, vise à

faciliter la reprise d'entreprises par les salarié-es sous forme coopérative. Elle institue dans son article 1er un droit de « préférence salariale » qui obligerait les tribunaux de commerce à donner la priorité à la reprise sous forme coopérative face à des offres de reprise équivalentes.

Constat 2 : grâce à leurs luttes opiniâtres sur le terrain, les salarié-es de Bergère de France ont obtenu de reprendre leur entreprise sous forme de SCOP ! Et la SCOP des salarié-es de Duralex a pu mesurer le soutien de la population lorsqu'elle a lancé son financement participatif et obtenu en 48h, 20 millions d'euros.

De nombreuses coopératives comme Scop TI (ex Fralib) et la Fabrique du Sud créées en 2014 prouvent que le modèle coopératif peut durer.

C. Geisler, syndicaliste CGT, rappelle, sur le site de l'Association pour l'Autogestion « qu'il existe aujourd'hui en

France 2700 coopératives ouvrières solidaires dont une sur cinq correspond à une réponse face à une fermeture d'entreprise imposée par l'employeur ou les actionnaires....Un peu partout se construisent des combats originaux qui portent, au-delà même de la contestation, les prémices d'un monde basé sur la solidarité, sur les droits universels, sur l'expression d'une démocratie directe et à partir de toutes les aspirations sociétales émancipatrices... ».



RAPPEL

Nouvelle rencontre en visioconférence de l'Espace international de la Gauche Alternative :

vendredi 22 mai de 19h30 à 21h30

Les populations iraniennes face au conflit imposé par les puissances impérialistes, quelles réalités, quelles perspectives ? (cf Feuille n° 17)

[https://us02web.zoom.us/j/89849774947?
pwd=pXaLnlxwdLnJnbTGkTk8piOzwoBHec.1](https://us02web.zoom.us/j/89849774947?pwd=pXaLnlxwdLnJnbTGkTk8piOzwoBHec.1)

avec

Bernard Hourcade, Géographe, Directeur de Recherche émérite du CNRS, membre du Centre de Recherche sur le Monde Iranien

Fariba Adelhah, Anthropologue, Directrice de recherche à l'Institut d'études politiques de Paris. Fariba fut arrêtée et emprisonnée en Iran entre 2019 et 2023.

Qui sommes-nous ?

Nous proposons à toutes celles et ceux qui le souhaitent, de créer un réseau coopératif de gauche alternative, d'ouvrir un espace de réflexion et d'action ancré dans les mobilisations et les initiatives « d'utopie concrète » : vivre, travailler, accueillir, agir autrement.

Ce réseau est ouvert à tous·tes. Chacun·e y a sa place quels que soient ses engagements militants ou pas.

Unitaires, participons à la construction d'une alternative de gauche ancrée à la base dans des collectifs locaux du NFP.

Révolutionnaires, faisons émerger, avec d'autres, un mouvement politique de gauche alternative, anticapitaliste et autogestionnaire, écologiste et féministe, anti-raciste et anti-validiste, internationaliste et altermondialiste.

pour nous contacter :

ensemblegauchealternative@proton.me

<https://versunegauchealternative.blogspot.com/>

De quoi le masculinisme est-il le nom ?

L'espace « féminisme » de notre Réseau a commencé un travail sur ce sujet . Il est impossible de tout traiter dans un seul article . D'autres suivront et une rencontre en visio sera organisée.

Le masculinisme – plutôt les masculinismes – se diffusent de plus en plus, notamment par les jeux vidéos, les réseaux sociaux, les plateformes numériques influençant particulièrement les jeunes hommes entre 25 et 34 ans. Le masculinisme se différencie des masculinités, de la virilité et de la misogynie. Il s'agit d'un système idéologique structuré, collectif – et non d'une somme de pratiques individuelles – qui s'inscrit contre les mouvements féministes et l'avancée de leurs droits. Ce mouvement réactionnaire international s'est développé dans les années 80 mais a toujours existé. Cependant il y a une montée en puissance en parallèle de mouvements populistes et des discours de personnalités comme Trump, Poutine, Orban, Miliei, Marion Maréchal, Zemmour (« Le 1er sexe »).

Le phénomène est encore trop sous estimé en France alors qu'il représente un retour en arrière qui fragilise et remet en question les acquis essentiels des droits des femmes.

En effet, cette idéologie repose sur un certain nombre de postulats comme :

- « l'égalité est déjà là ! ». Donc les femmes n'ont plus aucune raison de revendiquer
- les droits des hommes et leur place dans la société seraient menacés : crise de la natalité, célibat des hommes, PMA, une justice (aux mains des femmes) au service des mères... bref, cela va jusqu'à **la peur du grand remplacement** (tiens donc!)

- les violences contre les femmes ne seraient pas systémiques : il ne s'agirait que de comportements individuels et privés.

Ainsi cette idéologie plaide pour le maintien du patriarcat et la suprématie de l'homme blanc, du mâle Alpha pouvant aller jusqu'à la haine des femmes.

Comme on le voit les liens des masculinismes sont de plus en plus évidents avec la montée d'un néofascisme de plus en plus visible. Le rapport

2026 du Haut Conseil à l'Égalité dit que le masculinisme est une **menace réelle** pour la cohésion sociale, la sécurité publique et les principes démocratiques. Quant au Sénat, il parle du masculinisme comme de l'un des vecteurs les plus actifs contre les droits des femmes.

Mais de même que le néofascisme n'est pas inéluctable, le masculinisme non plus. Des solutions existent : l'éducation, la régulation des plateformes, une reconnaissance du « terrorisme misogyne »... Ces solutions seront développées dans un prochain article.



Tsunami politique en Grande-Bretagne

Les élections locales en Angleterre et aux parlements écossais et gallois du 7 mai ont créé une vague qui ne risque pas de s'atténuer de si vite. Plusieurs dizaines de députés-travailleurs ont déjà appelé à la démission du premier ministre, Keir Starmer. Mais c'est la montée d'un parti d'extrême-droite et l'encouragement que cela donnera aux manifestations chauvines et racistes visant les migrant-es qui frappe et inquiète le plus.

En Angleterre, 5000 sièges étaient en jeu. Reform UK, le parti du très trumpiste Nigel Farage, en détenait seulement deux - aujourd'hui il en détient 1453 et dirige plusieurs collectivités importantes. C'est un événement majeur qui confirme et renforce la tendance observée dans de nombreux pays.

Les travailleurs, avec 1068 élu-es, subissent une perte nette de 1496 sièges et perdent le contrôle de nombreux conseils locaux, dont celui de la deuxième ville du pays, Birmingham. Au Pays de Galles, où le parti travailliste domine depuis un siècle, ce sont les nationalistes de centre-gauche, Plaid Cymru, qui formeront pour la première fois le gouvernement. Comme en Ecosse (où les indépendantistes conservent le pouvoir) le Labour est aujourd'hui devancé par l'extrême-droite et fortement concurrencé par les Verts.

A Londres, le fait marquant et la meilleure nouvelle de cette séquence est la victoire des Verts de Zack Polanski (classés à gauche voire gauche radicale) dans 4 quatre bastions travailleurs. Car en effet, l'hémorragie électorale du Labour

s'effectue en partie vers sa gauche – principalement vers les « écolo-populistes » mais aussi vers des candidat-es indépendant-es (souvent sur une base dite « pro-Gaza »). Il y a aussi un transfert de voix vers Reform, mais le succès de Farage s'explique principalement par le recul du parti conservateur.

La crise politique est inédite et peut-être même systémique : loin d'une potentielle alternance, les deux grands partis de gouvernement risquent de s'effondrer en même temps. La droite a perdu 40% des sièges qu'elle défendait, au bénéfice de Reform UK (qui ramasse également d'anciens élu-es et responsables conservateurs) et dans une moindre mesure (c'est plus classique) du parti centriste, les Libéraux-démocrates.

L'enjeu pour la gauche n'est pas comme en France d'empêcher l'arrivée immédiate au pouvoir d'un parti néofasciste (le gouvernement, fort d'une majorité solide, ne pourra probablement pas tomber avant les législatives prévues... en 2029). Il est plutôt de travailler de façon unitaire pour à la fois



faire reculer le racisme dont se nourrit le parti de Farage, mobiliser contre les nervis fascistes, soutenir la résistance à l'austérité et en même temps faire émerger une alternative politique.

Du 8 mai 1945 a la menace néofasciste actuelle

8 mai 1945 : l'Allemagne nazie, dont les armées étaient en déroute, n'a pas d'autre choix que d'accepter une capitulation sans condition. Ainsi prenait fin en Europe la plus terrible des guerres qui ait frappé notre continent*.

Mais les vainqueurs aux idéologies différentes (libéralisme économique et démocratie parlementaire à l'ouest, dictature du parti communiste au nom du prolétariat et économie administrée à l'est) n'avaient, outre la volonté d'éradication du nazisme, que peu de points communs. C'est ainsi que se constituèrent deux blocs et qu'à la création de l'OTAN (4 avril 1949) a répondu la formation du Pacte de Varsovie (14 mai 1955).

Cependant, l'échec de la Société des Nations (fondée en 1919), incapable de prévenir les agressions des pays de l'Axe (Allemagne, Italie) dans les années trente, amène les vainqueurs à créer l'Organisation des Nations Unies (24 octobre 1945) dont les objectifs premiers sont le maintien de la paix et la sécurité internationale. Elle doit veiller à garantir le droit international, promouvoir la protection des droits de l'homme, fournir de l'aide humanitaire... Mais un problème de l'ONU (193 États actuellement) est son fonctionnement peu démocratique : les pouvoirs de son assemblée générale sont réduits, le pouvoir effectif étant au mains du Conseil de sécurité de 15 membres : 10 élus pour deux ans et 5 permanents (USA, Russie, Chine, France, Royaume Uni) ayant un droit de veto sur toutes les décisions du Conseil. De ce fait, les questions internationales les plus épineuses, celles qui concernent en particulier les États Unis, la Chine et la Russie, ne peuvent pas être traitées par l'ONU. N'est-ce pas l'élément explicatif principal de son impuissance face à la montée des pouvoirs autoritaires, voire néofascistes, à l'instar des années trente ?

La victoire antifasciste de 1945 a eu des vertus considérables. Mais elle n'a pas permis la disparition définitive du fascisme.

Adoptée non sans réticences par une AG d'ENSEMBLE! en 2020, la notion de menace néo-fasciste et de processus de fascisation d'une partie importante des médias et du champ politique, n'a rien de fatal ni de mécanique. Cette notion a pris une consistance nouvelle avec la réélection de Trump. Il s'agit clairement d'une menace à l'échelle mondiale, sur fond de guerres, avec par exemple une convergence (qui ne veut pas dire identité de vue car les contradictions existent) entre Trump et Poutine sur l'Ukraine.

Pourquoi néo ? Parce que les conditions ne sont pas identiques à celles des fascismes des années 1920 et 1930 et que jamais l'histoire ne se reproduit à l'identique. Les acteurs de ce néofascisme n'ont pas les mêmes orientations économiques (autarcie hier, ultra-libéralisme aujourd'hui) et n'ont en rien les capacités d'encadrement et d'embridement des fascistes d'autrefois.

Pourquoi la référence explicite au fascisme ? Parce que le fond est bien le même pour le projet de ces gouvernements d'extrême-droite, même si sa mise en œuvre peut être graduelle et se heurte à des résistances comme en Italie, voire des reflux comme au Brésil et en Hongrie : recul majeur – voire écrasement – des droits sociaux comme des droits et des libertés, fin de l'État de droit et du principe d'indépendance de la justice, mépris des régulations internationales, racisme en particulier islamophobe et rejet des étranger-es, haine de l'écologie et des droits des femmes, exaltation du virilisme et du masculinisme, homophobie, négation des aspirations à l'émancipation et à l'auto-détermination des individus comme des peuples, liens avec la corruption, les mafias et la pègre...

Voilà ce qui justifie pleinement d'établir la filiation avec les fascismes d'autrefois, quel que soit le degré de respectabilité que veulent se donner les néo-fascistes d'aujourd'hui, notamment par une présence accrue dans les institutions.

S'être refusé – comme l'a fait la plus grande partie de la gauche, hélas – pendant plusieurs décennies à établir explicitement ce lien avec le fascisme a largement contribué à la banalisation de l'extrême-droite.

Établir ce lien et le dénoncer ne suffira certes pas. Mais c'est un point de passage obligé pour aller de l'avant, identifier clairement la nature de ce contre quoi nous nous mobilisons, pour mieux préparer la contre-offensive anti-fasciste. En même temps nous continuerons à participer à l'élaboration d'un projet alternatif et anticapitaliste, autogestionnaire et féministe, écologiste et égalitaire, internationaliste et altermondialiste.

Du 8 mai 1945 à aujourd'hui (via les luttes contre l'OAS et Pinochet), nous sommes bien dans une continuité antifasciste. Assumons-le !

(1) La capitulation de l'Empire japonais n'intervient que le 2 septembre 1945 après la destruction d'Hiroshima et Nagasaki par les deux premières bombes nucléaires étasuniennes.



Cultures et langues dites régionales Quels enjeux pour un projet alternatif et autogestionnaire ?

Le groupe de travail « Régionalisme Questions Nationales Autodétermination » du Réseau Coopératif de Gauche Alternative organise une **réunion-débat le lundi 25 mai de 14h à 19h à Montpellier, dans les locaux de la Carmagnole, 10 rue Palissade**
Elle se déroulera en présentiel et en visio. Le lien de connexion sera le suivant :

<https://us02web.zoom.us/j/85698185445?pwd=JfMBV4uLuYQb5Kdy0Y3wVthPj4aoUz.1>

ID de réunion: 856 9818 5445

Code secret: 531704

Langues et cultures sont toujours au fondement de la conscience des peuples. Mais la forme que prend le rejet de la domination n'est pas déterminée par la seule résistance linguistique et culturelle, mais par le degré des violences que les peuples ont subies. A la lumière de ce critère, il convient d'analyser la situation dans plusieurs territoires et pour plusieurs Peuples, d'Euskal Herria à Catalunya, de Kanaky au Groenland, sans oublier les Kurdes et les Ukrainien-nes, etc ...et d'examiner quels enjeux représente la reconnaissance officielle de ces cultures et ces langues dites régionales pour l'élaboration d'un projet de société alternatif et émancipateur, c'est-à-dire pour nous, anticapitaliste et autogestionnaire, écologiste et féministe, anti-raciste, internationaliste et altermondialiste.

L'auto-organisation en actes en Serbie et en Ukraine

Le 3 mars dernier, notre Réseau, l'Association pour l'Autogestion, le Cedetim, Cerises la Coopérative, Égalités, et l'Union Syndicale Solidaires avaient invité 2 journalistes – dont J.-A. Derens, fondateur du « Courrier des Balkans » – à présenter les différents aspects du mouvement social qui a secoué au plus fort la Serbie entre novembre 2024 et novembre 2025. Dans un contexte où le néo-fascisme étend ses menaces dans le monde, il n'est pas inutile de débattre des exigences de justice sociale, de démocratie directe qui ont été les moteurs d'un processus révolutionnaire dans ce pays européen. Contre la corruption du régime de Vucic, pour l'État de droit, la Serbie se soulève fin 2024 : les universités occupées s'organisent en « plenums », vastes assemblées étudiantes décisionnelles, à toutes les échelles, du local au national. Puis en 2025, émergent les « zbor », assemblées citoyennes par village ou par quartier dans les plus grands centres urbains. Cette tradition d'auto-organisation, qui remonte à l'organisation de l'ex Yougoslavie, est réactivée dans les années 2010 lors des soulèvements du « printemps des Balkans », surtout en Bosnie Herzégovine et en Serbie où déjà des plénums étaient apparus. La Serbie est soumise à une thérapie de choc néo libérale. Son président A. Vucic, grand ami de Trump, Netanyahu, Meloni et Orban étend la mainmise de son parti sur la vie économique, politique, judiciaire et culturelle du pays. Nul doute que la chute d'Orban aura des conséquences en Serbie où les braises de la révolte couvent toujours.

Le 6 avril, le Réseau a organisé une autre réunion-débat sur les mouvements sociaux, citoyens et l'auto-organisation en Ukraine avec Patrick Le Tréhondat, militant autogestionnaire, membre de l'Association pour l'Autogestion et du Resu France, et engagé dans la solidarité avec le peuple ukrainien. L'auto-organisation est en effet une des principales caractéristiques de cette guerre de résistance populaire et très féminisée que mène le peuple ukrainien face à l'impérialisme russe : remise en route rapide des chemins de fer, de la production, après des bombardements russes et aussi

reconversion de la production pour soutenir l'effort de guerre. Des syndicats dans plusieurs domaines mènent aussi une démarche autogestionnaire : Dans la santé, le syndicat des infirmier-es « Sois comme Nina » revendique de pouvoir contrôler le prix des médicaments, de gérer et contrôler les hôpitaux en procédant à l'élection des directions par les personnels tout en luttant pour l'augmentation des salaires et les conditions de travail des salarié-es. Le syndicat étudiant « Prima Dia » propose la mise en place effective du contrôle étudiant dans la vie et la gestion des universités. Dans l'armée de ce pays en guerre, la question du droit syndical pour les militaires est ouvertement discutée. La 1ère confédération syndicale diffuse librement aux soldat-es le fascicule « Droits et garanties des militaires mobilisé-es et démobilisé-es ». Un syndicat de militaires LGBTQIA+ défend les droits des « gays en uniforme », une association de soldates, Veteranka, lutte pour les droits des femmes militaires.

Cette démocratie sociale et politique, en actes, dans les armées apporte au combat une « efficacité militaire » reconnue – et parfois crainte – même par les états-majors ou experts occidentaux.

En tout 70 personnes ont participé à ces 2 débats très riches qui renforcent notre soutien concret à toutes ces expériences d'auto-organisation. Débats que le Réseau entend prolonger si possible avec d'autres partenaires, collectifs et associations.

Pour aller plus loin

Voici un lien vers le N° 48 des Brigades Internationales de solidarité de soutien à l'Ukraine résistante : [c'est ici](#)

Le « Courrier des Balkans » fait peau neuve ! Soutenons ce média indépendant qui produit une information rigoureuse et des analyses détaillées sur l'actualité des Balkans :

[Bientôt, avec vous, un nouveau Courrier des Balkans](#)

Palestine 1948 – La NAKBA

La Nakba (catastrophe) n'est pas uniquement un moment violent et ponctuel, un souvenir à commémorer.

C'est un processus envisagé depuis longtemps (cf Ben Gourion, 1938), qui est planifié, organisé, tout au long de l'année 1948 par les milices sionistes puis par l'armée du nouvel État d'Israël créé le 14 mai.

Plus de 500 villes et villages sont rasés, des massacres sont perpétrés, plus de 800 000 Palestinien.nes (les deux tiers de la population) arraché.es à leurs terres sont expulsé.es vers Gaza, la Cisjordanie et les pays voisins – Liban, Jordanie, Syrie. – Iels sont parqué.es dans des camps de réfugié.es en attente de leur retour. Et une colonisation brutale de remplacement s'installe.

Ces expulsions massives ont contraint l'ONU à créer en 1949 l'UNRWA (United Nations Relief and Works Agency for Palestine Refugees in the Near East), pour l'aide aux réfugié.es et leurs descendant.es, organisme actuellement menacé dans son existence par Israël qui veut bannir la notion de réfugié et effacer toute trace d'un peuple qui vivait là avant l'arrivée des colons sionistes. A ces expulsions, il faut ajouter celles de la Naksa (300 000) pendant la guerre de 1967.

Ce processus se poursuit encore aujourd'hui, à Gaza, par un blocus inhumain, la famine, les assassinats, le génocide à bas bruit, en

Cisjordanie par le vol quotidien de terres par les colons, le nettoyage ethnique et une occupation de plus en plus violente, à Jérusalem-Est par son annexion illégale, par des démolitions de maisons, et sa judaïsation, et en Israël même par l'apartheid, les discriminations des Palestinien.nes et la dégradation de leurs conditions de vie.

Aujourd'hui, ce processus est revendiqué, toute honte bue et au grand jour, par de nombreux responsables politiques israéliens qui veulent « finir le travail » (cf Smotrich, Ben Gvir...).

Avec le privilège de l'impunité dont il bénéficie, Israël continue à conquérir de nouvelles terres chez les pays voisins, au Liban après les boucheries et les déplacements forcés (plus d'un million) de la population du Sud et de Beyrouth, des destructions de villes et villages et en Syrie, avec l'annexion du Golan et l'occupation du mont Hermon. Et en menant la guerre aux côtés des États-Unis contre l'Iran, Israël veut semer le chaos dans la région, en démembrer les pays, affaiblir les États et avoir des régimes à sa botte. Ainsi, il pourrait réaliser son rêve de remodeler et dominer le Moyen Orient.

Assez ! Trop c'est trop !

Stop Génocide! Arrêt des massacres perpétrés par Israël!

Abrogation de l'accord d'association entre l'UE et Israël!

Sanctions contre Israël!